REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL
ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

Assemblée Nationale

**COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DES
SESSIONS EXTRAORDINAIRES DE
LA XIIE LEGISLATURE**

Juillet-Septembre 2012

**COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE LA PREMIERE SESSION
EXTRAORDINAIRE DE LA XII^e LEGISLATURE**

I- INSTALLATION DE LA DOUZIEME LEGISLATURE

Convoquée par décret n° 2012-750 du 24 juillet 2012, l'Assemblée nationale a procédé à l'installation de la XII^e législature, le lundi 30 juillet 2012.

Conformément aux dispositions de l'article 9 de son règlement intérieur, la présidence de la séance a été assurée par le « Bureau d'âge » composé du plus âgé des députés sachant lire et écrire le français, Monsieur Doudou Issa NIASSE, et des benjamines Fatou THIAM et Aminata GUEYE.

La séance a enregistré la présence effective de 146 députés sur les 150.

L'élection du président :

Concernant le poste de président, deux candidatures ont été enregistrées : celles de Messieurs Moustapha NIASS de la coalition Benno Bokk Yaakaar et de Oumar SARR du Parti démocratique sénégalais.

A l'issue de l'élection au scrutin uninominal, Monsieur Moustapha NIASSE de la coalition Benno Bokk Yaakaar a obtenu 126 voix sur les 146 votants.

L'élection du bureau :

Pour les **Vice-présidents**, le choix des députés s'est porté sur leurs collègues suivants :

Prénom et Nom	Ordre protocolaire
Mme Awa GUEYE	1 ^{er} Vice-président
M. Moustapha CISSE LO	2 ^{ème} Vice-président
M. Samba Diouldé THIAM	3 ^{ème} Vice-président
Mme Aminata MBAYE	4 ^{ème} Vice-président
Mme Yetta SOW	5 ^{ème} Vice-président
M. El Hadji Mansour SY	6 ^{ème} Vice-président
Mme Katy CISSE	7 ^{ème} Vice-président
M. Aimé ASSINE	8 ^{ème} Vice-président

Pour **les Secrétaires élus**, les députés suivants ont été choisis par leurs collègues :

1. M. Modou Mberry SYLLA	2. M.Mbaye NIANG
3. M. Amath CISSE	4. Mme Ndéye Maguette DIEYE
5. M. Abdou MBOW	6. M. Barthélémy Toye DIAZ

Pour **les Questeurs**, les députés ont porté leur choix sur leurs collègues suivants :

Premier questeur : M. Daouda DIA

Deuxième questeur : Mme Awa NIANG.

Pour cette première session de l'Assemblée nationale, l'ouverture des travaux a été longuement retardée. Prévus à 10H, la session n'a commencé qu'à 13H 45mn.

L'adresse du Président nouvellement élu à ses collègues

Après son élection et son installation dans ses nouvelles fonctions, Monsieur Moustapha NIASS s'est adressé à ses collègues.

Après avoir vivement remercié Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République, avec qui il partage la coalition Benno Bokk Yaakaar et ses collègues députés, pour la confiance qu'ils ont placée en sa personne, il a rappelé que l'Assemblée nationale est, par essence comme par vocation, un haut lieu du pouvoir législatif.

Il ajoutera que la mission du député est d'écouter, d'entendre et de comprendre le contenu, le sens et la portée des pulsions qui fondent, dans leurs diversités enrichissantes, les ambitions de grandeur, de justice et de vérité d'un peuple.

En ce sens, l'Assemblée nationale du Sénégal doit rester dans la vocation pleine d'une Institution qui reste à l'écoute du peuple.

Il a rappelé que le développement du Sénégal, la prise en charge des priorités des populations et, par-dessus tout, l'objectif de la croissance économique et d'une gestion lucide de la demande sociale, dans une société du droit et de la loi, doivent être leurs principaux objectifs.

Monsieur le Président poursuivra son adresse en insistant sur le sens de la séparation des pouvoirs qui ne signifie nullement un antagonisme entre le Législatif et l'Exécutif, mais plutôt « coopérer, se concentrer, travailler ensemble et partager dans une démarche d'intelligence en mouvement et de générosité rationnelle. Dans la gouvernance vertueuse, la concertation et le dialogue, menés dans une sérénité responsable, constituent la voie royale pour préserver la stabilité d'un pays ».

C'est sous cet éclairage que chacun, aujourd'hui, au Sénégal et en face des défis qui nous interpellent, devrait comprendre le concept de rupture dans le mode de gouvernance de notre pays et dans la conception des politiques publiques qui doivent conduire aux changements et aux réformes indiqués dans la charte de gouvernance démocratique.

Pour terminer, Monsieur le Président a salué l'ère de la parité que le Sénégal vient d'inaugurer et qui permettra à 65 femmes de pouvoir légiférer au même titre que les hommes et de prendre des décisions qui engagent toutes les institutions de notre pays.

Après avoir présidé l'élection des autres membres du Bureau, Monsieur le Président a donné la parole à Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions qui, au nom de Monsieur le Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky SALL, a prononcé un discours d'usage (Cf. discours en annexe).

Après le discours de Monsieur le Ministre, Mme Aïssatou MBODJI a fait appel à l'article 11 du règlement intérieur qui lui permet une explication de vote après l'installation du bureau définitif.

Après avoir félicité le bureau nouvellement élu, elle a constaté l'irrégularité qui a entaché la liste des Secrétaires élus qui n'a pas respecté la parité.

Elle a menacé d'attaquer le bureau devant les juridictions compétentes.

Après avoir pris acte de son explication de vote, le président de l'Assemblée nationale a levé la séance.

II- RATIFICATION DES LISTES DES MEMBRES DES COMMISSIONS PERMANENTES

L'Assemblée nationale s'est réunie, le mercredi 08 août 2012, en séance plénière, sous la Présidence de Monsieur Moustapha NIASSE, président de ladite Institution, conformément à l'article 24 de son règlement intérieur, pour la ratification des listes des membres des commissions permanentes.

En effet, l'article susmentionné dispose que : « **Au début de chaque législature et à la première session ordinaire de l'année, et après l'installation du Bureau définitif, l'Assemblée nationale se réunit pour constituer ses onze (11) commissions permanentes** ».

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entouré de ses principaux collaborateurs.

La séance a été ouverte par une minute de silence à la mémoire des victimes de l'accident qui a eu lieu la veille sur l'axe Dakar-Tambacounda et qui a fait 23 morts.

Le Président a, en outre, selon les dispositions de l'article 7 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, informé avoir reçu des lettres de démission des députés :

- Monsieur Pape DIOP,
- Monsieur Mamadou SECK,
- Monsieur Cheikh Ahmadou Kara MBACKE,
- Monsieur Ousmane Tanor DIENG.

En l'absence de Monsieur Abdoulaye BALDE, Messieurs Alioune Abatalib GUEYE, Abdoulaye Macktar DIOP et Maguette DIOKH, remplaçant respectivement les trois derniers démissionnaires, ont été ainsi installés.

Ces démissions acceptées par l'Assemblée nationale seront notifiées à son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République.

Par la suite, les secrétaires élus ont procédé à l'appel nominatif des membres inscrits dans les commissions permanentes ci après :

1. Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique ;
2. Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Equipeement et des Transports ;
3. Commission du Développement et de l'Aménagement du Territoire,
4. Commission des Lois, de la Décentralisation, du Travail et des Droits humains,
5. Commission des Affaires étrangères, de l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur ;
6. Commission de la Défense et de la Sécurité ;
7. Commission de l'Education, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ;
8. Commission de la Culture et de la Communication ;
9. Commission de la Santé, de la Population, des Affaires sociales et de la Solidarité nationale ;
10. Commission de la Comptabilité et du Contrôle ;
11. Commission des Délégations.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président a demandé aux membres des commissions de se réunir séance tenante, selon l'ordre établi à cet effet, pour élire leurs bureaux respectifs.

Avant de lever la séance, il a aussi informé de la tenue très prochaine de la Conférence des présidents, en vue d'établir le prochain ordre du jour.

A l'issue de leur réunion, les commissions ont élu leurs présidents et la liste s'établit ainsi :

1. Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique :
Monsieur Babacar DIAME ;

2. Commission de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Equipement et des Transports :
Madame Ndéye Lucie CISSE ;
3. Commission du Développement et de l'Aménagement du Territoire :
Monsieur Cheikh SECK ;
4. Commission des Lois, de la Décentralisation, du Travail et des Droits humains :
Maître Djibril WAR ;
5. Commission des Affaires étrangères, de l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur :
Monsieur Mouhamed DIEDHIOU ;
6. Commission de la Défense et de la Sécurité :
Mme Aïssatou MBODJI ;
7. Commission de l'Education, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs : **Madame Aminata GUEYE ;**
8. Commission de la Culture et de la Communication :
Madame Haoua DIA ;
9. Commission de la Santé, de la Population, des Affaires sociales et de la Solidarité nationale :
Monsieur Alpha BALDE ;
10. Commission de la Comptabilité et du Contrôle :
Monsieur Thierno BOCOUM ;
11. Commission des Délégations :
Madame Awa DIAGNE.

Monsieur **Pape Khadir MBODJI** a été élu rapporteur général de la Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique.

III- CLOTURE DE LA PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA DOUZIEME LEGISLATURE

La première session extraordinaire a été clôturée le vendredi 10 août 2012 par Monsieur Moustapha NIASSE, président de ladite Institution.

**COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA DEUXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE LA XII^e LEGISLATURE**

Convoquée par décret n°2012-864 du 24 août 2012, l'Assemblée nationale a procédé à l'ouverture de la deuxième session extraordinaire de la XII^e législature, le mardi 04 septembre 2012.

La séance était présidée par Monsieur Moustapha NIASSE, président de ladite Institution.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entouré de ses principaux collaborateurs.

L'ordre du jour de cette session portait sur la Déclaration de Politique générale de Monsieur Abdoul MBAYE, Premier Ministre.

Après la présentation de cette Déclaration de Politique générale, le lundi 10 septembre 2012, la deuxième session extraordinaire a été clôturée le même jour.

**COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA TROISIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE LA XII^e LEGISLATURE : ADOPTION DU PROJET DE
LOI N°06/2012 PORTANT MODIFICATION DE LA CONSTITUTION**

I- OUVERTURE DE LA TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA XII^e LEGISLATURE

Convoquée par décret n° 2012-908 du 5 septembre 2012, l'Assemblée nationale a procédé à l'ouverture de la troisième session extraordinaire de la XII^e législature, le mardi 11 septembre 2012.

Après l'appel nominatif qui a permis de constater la présence de 131 députés, le Président a déclaré que l'Assemblée était dans les conditions requises pour délibérer valablement, le quorum étant atteint.

Il a rappelé les dispositions de l'article 73 alinéa 1 du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale qui stipule que : «La discussion d'urgence peut être demandée sur les affaires soumises aux délibérations de l'Assemblée, soit par un nombre de députés au moins égal à dix, soit par le Président de la république. L'urgence est de droit lorsqu'elle est demandée par le Président de la République. »

L'ordre du jour de la session porte sur l'examen du projet de loi portant révision de la Constitution qui vise la suppression du Sénat et du poste de Vice-président, la suppression du Conseil économique et social et la création du Conseil économique, social et environnemental.

II- EXAMEN DU PROJET DE LOI N° 06/2012 PORTANT REVISION DE LA CONSTITUTION

L'Assemblée nationale s'est réunie le mercredi 12 septembre 2012, sous la présidence de Monsieur Moustapha NIASSE, Président de ladite Institution, à l'effet d'examiner le projet de loi n°06/2012 portant révision de la Constitution.

Le Gouvernement était représenté par Madame Aminata TOURE, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux et Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, le Président Moustapha NIASSE a souhaité la bienvenue aux Ministres, avant de formuler des prières à leur endroit et à celui des députés.

Il a ensuite donné la parole au rapporteur de la Commission des lois pour la lecture du rapport.

Prenant la parole, Monsieur le rapporteur a d'abord rappelé l'exposé des motifs du projet de loi présenté par Madame le Ministre, avant de partager avec la plénière les différentes questions soulevées lors de la présentation en commission.

L'exposé des motifs :

« Dans un contexte où le Sénégal est confronté à une forte demande sociale, il importe d'optimiser les ressources publiques, ce qui implique nécessairement une rationalisation de nos Institutions.

L'objet de ce projet de loi est de restaurer la chambre unique comme seul organe du système législatif. Ainsi, les compétences exercées jusque-là par l'Assemblée nationale et le Sénat sont désormais dévolues à l'Assemblée nationale.

Ce projet vise également à supprimer le poste de vice Président et à remplacer l'actuel Conseil économique et social par un conseil économique, social et environnemental qui, dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement, prend en compte les questions liées à l'environnement ».

La discussion générale :

Après l'audition du rapport, 46 députés ont eu à prendre la parole.

Ils ont formulé des prières à l'endroit de Madame le Ministre et à l'ensemble du Gouvernement. Ils ont aussi salué le courage et la détermination du Président de la

République qui a pris la décision courageuse de supprimer le Sénat et la vice-présidence et de renforcer le Conseil économique et social.

Ils se sont félicités de l'engagement et de la clairvoyance du Président de la République qui a décidé de poser des actes allant dans le sens de soulager les problèmes des sinistrés des inondations en mobilisant toutes les ressources nécessaires pour venir à bout de ce fléau.

Ils ont souligné que cette situation n'a que trop duré et qu'il est temps d'y apporter une solution définitive. Ils ont aussi reconnu que la suppression du Sénat relève d'une demande très forte des populations sénégalaises.

Selon les députés, la suppression est un gain de temps pour l'examen des projets de loi et de la loi de finances initiale et une source d'économie pour l'Etat.

Ils ont aussi posé le problème de la légitimité du Sénat dont les membres sont nommés à 55% contre 45 élus au suffrage universel indirect.

Si certains sont favorables à sa reconduction sous une autre forme, d'autres sont catégoriques et la rejettent formellement.

Les députés ont estimé que le devoir du nouveau Gouvernement est de redonner confiance à toute cette population qui a rejeté le Sénat dès sa création en 1998.

De leur avis, le Sénat est inutile et inopportun pour les Sénégalais.

Ils se sont aussi félicités de la prise en charge de l'environnement dans les nouvelles missions du Conseil économique, social et environnemental qui va être mis en place.

Dans ce même ordre d'idées, la majorité des députés a soutenu que le Sénégal n'avait pas besoin d'un vice-président, compte tenu de l'architecture gouvernementale actuelle. Il existe un Premier Ministre qui met en œuvre la vision du Président de la République.

Par contre d'autres ont qualifié de légers les motifs avancés par le Gouvernement pour vouloir supprimer le Sénat. Ils soutiennent que le Président Macky SALL a cédé à la pression de la société civile et des Assises nationales.

Pour eux, le parachèvement de notre démocratie passe nécessairement par la mise en place d'un Sénat fort qui est l'émanation des collectivités locales.

Ils ont aussi décrié le remplacement du Conseil économique et social. Ceci n'est rien d'autre qu'un moyen de recaser les déçus du Sénat ont-ils soutenu.

Les réponses de Madame le Ministre de la Justice :

Prenant la parole, Madame le Ministre de la Justice a remercié les honorables députés pour les prières et les propos aimables à son endroit et à l'endroit du Gouvernement.

En réponse à leurs interpellations, Madame le Ministre dira que cette décision est une réponse à une forte demande sociale. Elle permet de soulager les finances publiques qui ont subi une agression sans précédent dans l'histoire politique de notre pays. A cet argument s'ajoutent les inondations qui ont causé beaucoup de dégâts et qui ont mis plusieurs familles dans la rue.

Concernant la suppression du Conseil économique et social et son remplacement par le Conseil économique, social et environnemental, Madame le Ministre dira qu'elle rentre dans le cadre de la prise en charge totale des questions environnementales dans les politiques de développement. Cette dimension est incontournable si nous voulons atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

Le développement durable passe nécessairement par l'environnement. Il s'agit non seulement de la gestion des déchets toxiques, de l'érosion côtière, de l'industrie verte mais également de la résolution définitive du problème des inondations.

Deux députés ont eu à présenter des amendements qui ont été rejetés par la plénière. Il s'agit de Messieurs Thierno BOCOUM et Mamadou DIALLO.

Avant le vote du projet de loi, l'amendement, portant sur l'ensemble du texte, présenté par le Gouvernement a été adopté (Cf. texte amendé).

Satisfaits des réponses apportés par Madame le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, les députés ont adopté à la majorité, **le projet de loi n°06/2012 portant révision de la Constitution.**

III- EXAMEN EN SECONDE LECTURE DU PROJET DE LOI N° 06/2012 PORTANT REVISION DE LA CONSTITUTION

L'Assemblée nationale s'est réunie le mardi 18 septembre 2012, sous la présidence de Monsieur Moustapha NIASSE, Président de ladite Institution, à l'effet d'examiner en seconde lecture le projet de loi n°06/2012 portant révision de la Constitution, après son rejet par le Sénat, le vendredi 14 septembre 2012.

Le Gouvernement était représenté par Madame Aminata TOURE, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, et Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, le Président Moustapha NIASSE a donné la parole au rapporteur de la Commission des lois pour la lecture du rapport.

L'exposé des motifs :

Prenant la parole, Monsieur le rapporteur a d'abord rappelé l'exposé des motifs présenté par Madame le Ministre, avant de revenir sur les différentes questions soulevées lors de la présentation en commission.

Evoquant l'exposé des motifs, il dira : « Dans un contexte où le Sénégal est confronté à une forte demande sociale, il importe d'optimiser les ressources publiques, ce qui implique nécessairement une rationalisation de nos Institutions.

L'objet de ce projet de loi est de restaurer la chambre unique comme seul organe du système législatif. Ainsi, les compétences exercées jusque-là par l'Assemblée nationale et le Sénat sont désormais dévolues à l'Assemblée nationale.

Ce projet vise également à supprimer le poste de Vice-président et à remplacer l'actuel Conseil économique et social par un Conseil économique, social et environnemental

qui, dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement, prend en compte les questions liées à l'environnement ».

La discussion générale :

Après la lecture du rapport, les députés ont pris la parole. Ils ont formulé des prières à l'endroit de Madame le Ministre et de l'ensemble du Gouvernement.

En majorité, ils se sont félicités de l'engagement et de la clairvoyance du Président de la République qui a pris la décision de soulager les sinistrés des inondations des problèmes auxquels ils sont confrontés, en mobilisant toutes les ressources nécessaires pour venir à bout de ce fléau.

Ils ont souligné que cette situation n'a que trop duré et qu'il était temps d'y apporter une solution définitive.

Pour eux, la suppression du Sénat relève d'une demande très forte des Sénégalaises et des Sénégalais.

Selon les députés, la suppression du Sénat est une source d'économie pour l'Etat et il équivaut à un gain de temps pour l'adoption des lois.

Ils ont aussi posé le problème de la légitimité du Sénat dont tous les membres ne sont pas élus.

Les députés ont estimé que le devoir du nouveau Gouvernement était de redonner confiance à toute cette population qui a, de tout temps, rejeté le Sénat. Pour eux, le Sénat est inutile et inopportun pour les Sénégalais.

Pour la majorité, ce Sénat fort qui reflète l'émanation des collectivités locales est différent de l'actuel dont la suppression est demandée.

La prise en charge de l'environnement dans les nouvelles missions du Conseil économique, social et environnemental est une bonne initiative du Président de la République.

A propos de la Vice-présidence, pour la majorité des députés, créer un tel poste dans un pays comme le nôtre relève du gâchis.

Par contre, d'autres députés ont soutenu que les motifs qui ont poussé le Gouvernement à vouloir supprimer le Sénat sont peu convaincants. Ils soutiennent que le Président Macky SALL a cédé à la pression de la société civile, des Assises nationales et du Mouvement « Y'en a marre ».

Ils ont indiqué que le parachèvement de notre démocratie est nécessairement tributaire de la mise en place d'un Sénat fort qui est aussi l'émanation des collectivités locales

Ils ont montré leur désaccord quant à la suppression du Conseil économique et social et son remplacement par le Conseil économique, social et environnemental. Pour eux, cette décision n'est rien d'autre qu'un moyen de recaser les déçus du Sénat.

Les réponses de Madame le Ministre de la Justice :

Prenant la parole, Madame le Ministre a remercié les honorables députés pour les prières et les propos aimables à son endroit et à l'endroit du Gouvernement.

En réponse aux interpellations des députés, Madame le Ministre dira que cette décision est une réponse à une forte demande sociale. Elle permet de soulager les finances publiques qui ont subi une agression sans précédent dans l'histoire politique de notre pays. A cela s'ajoutent les inondations qui ont causé beaucoup de dégâts mettant ainsi plusieurs familles dans la rue.

Concernant la suppression du Conseil économique et social et son remplacement par le Conseil économique, social et environnemental, Madame le Ministre dira que c'est une décision qui entre dans le cadre de la prise en charge totale des questions liées à l'environnement dans les politiques de développement.

Cette dimension est incontournable si nous voulons atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, dira-t-elle.

Le développement durable est synonyme d'une totale prise en charge de la dimension environnementale. Il s'agit non seulement de la gestion des déchets toxiques, de

l'érosion côtière, de l'industrie verte mais également de la résolution définitive du problème des inondations.

Satisfaits des réponses apportés par Madame le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, les députés ont adopté à la majorité, **le projet de loi n°06/2012 portant révision de la Constitution**

IV- EXAMEN PAR LE CONGRES DU PARLEMENT DU PROJET DE LOI N° 06/2012 PORTANT REVISION DE LA CONSTITUTION

Le Parlement s'est réuni le mercredi 19 septembre 2012, au King Fahd Palace, sous la présidence de Monsieur Pape DIOP, Président du Sénat, à l'effet d'examiner le projet de loi n°01/2012 portant révision de la Constitution.

Le Gouvernement était représenté par Madame Aminata TOURE, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, et Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, le Président Pape DIOP a évoqué le décret 2012- 969 du 17 septembre 2012 convoquant le congrès du Parlement. Il a ensuite donné la parole au secrétaire élu afin de procéder à l'appel nominatif des parlementaires. Il a été noté la présence de 229 parlementaires sur les 250 que comptent les deux assemblées qui composent le Parlement.

La prise de parole :

Le Président a précisé que la prise de parole était réglée en amont dans les groupes parlementaires et devait porter uniquement sur l'explication de vote.

Ainsi, les députés El Hadji Moustapha DIOUF, Modou DIAGNE et Moustapha DIAKHATE, ainsi que les sénateurs Cheikh Mbacké DIOP et Grégoire Biram NGOM, ont pris la parole.

Le député El Hadji Moustapha DIOUF, porte parole des non inscrits, dira qu'il ne votera pas la suppression du Conseil économique et social, car les raisons avancées

pour justifier une telle décision ne sont pas convaincantes. Il ajoutera que le volet environnement a toujours été pris en charge dans le programme de cette Institution par la mise en place d'une commission environnement très dynamique.

Les sénateurs Cheikh Mbacké DIOP et Grégoire Biram NGOM ainsi que le député Modou DIAGNE tous présidents de groupe parlementaire, ont soutenu que le Sénat avait bien rempli sa mission. Son maintien est une demande démocratique et les motifs évoqués pour sa suppression manquent de consistance.

Pour eux, les fonds alloués au Sénat sont insuffisants pour régler le problème des inondations. Ils ont proposé que le Président de la République et celui de l'Assemblée nationale renoncent à leurs fonds politiques pour résoudre le problème des inondations.

Ils ont aussi relevé l'irrégularité de la convocation du congrès du Parlement qui, selon eux, ne s'est pas faite dans les délais prescrits par la loi.

Au vu de toutes ces raisons, les députés et sénateurs de l'opposition, par la voix de Modou DAGNE, ont décidé de ne pas assister au vote. Ils ont conclu que le congrès était illégal, le prétexte fallacieux et la motivation purement politicienne.

Par contre, pour Moustapha DIAKHATE, porte-parole des parlementaires de la majorité, l'adoption de ce projet n'était que justice rendue, d'abord aux populations qui ne veulent pas du Sénat et qui n'ont cessé de le proclamer partout, et ensuite aux députés élus au suffrage universel qui ont été relégués au second plan derrière les sénateurs.

Pour eux, le Sénat est illégitime, parce que ses membres sont nommés à 55% contre 45% élus au suffrage universel indirect.

Ils ont salué les mesures prises pour la suppression de la Vice-présidence et du Conseil économique et social et son remplacement par le Conseil économique, social et environnemental.

Le renforcement des compétences du Conseil, par la prise en compte de la dimension environnementale est salutaire, car le développement durable passe nécessairement par la lutte contre les habitations anarchiques, les phénomènes comme le réchauffement climatique, l'érosion côtière, la dégradation de la couche d'ozone, qui ont pour principale conséquence les inondations.

Les arguments de Madame le Ministre :

A la suite des parlementaires, le Président a donné la parole à Madame le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, pour le rappel de l'objet du projet de loi.

Prenant la parole, Madame le Ministre a remercié les parlementaires des propos aimables tenus à son endroit et à l'endroit de ses collaborateurs. Elle a réitérer l'engagement du Chef de l'Etat et du Premier Ministre à ne ménager aucun effort pour abrégé les souffrances des Sénégalais qui vivent dans les eaux depuis des années.

Elle rappellera que ce projet de loi a été adopté par la chambre basse et rejeté par la chambre haute du Parlement. Cette situation a amené le Gouvernement à le renvoyer pour une deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Après celle-ci, il est soumis au présent Congrès du Parlement.

Elle a aussi fait état des motifs qui ont poussé le Gouvernement à prendre une telle mesure qui n'était pas dans ses schémas organisationnels.

Mais, dans un contexte où le Sénégal est confronté à une forte demande sociale, il importe d'optimiser les ressources publiques, ce qui implique nécessairement une rationalisation de nos Institutions.

L'objet de ce projet de loi est donc de restaurer la chambre unique comme seul organe du système législatif. Ainsi, les compétences exercées jusque-là par l'Assemblée nationale et le Sénat sont désormais dévolues à l'Assemblée nationale.

Elle rappellera que ce projet de loi vise également à supprimer le poste de Vice-président et à remplacer l'actuel Conseil économique et social par un Conseil

économique, social et environnemental qui, dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement, prendra en compte les questions liées à l'environnement.

Au moment du vote, certains députés de l'opposition ont quitté la salle pour protester, diront-ils, contre l'irrégularité de la convocation du congrès, ce qui n'a pas empêché le vote de se poursuivre. A la fin des travaux, le projet de loi n°01-2012 portant révision de la Constitution a été adopté par le Parlement par 176 voix pour, aucune voix contre et une abstention.

Notons que la majorité avait besoin de 138 voix (représentant les 3/5 des membres du Parlement présents) pour adopter ce projet de loi portant modification de la Constitution.

Le Président Pape DIOP a salué le niveau de notre démocratie malgré sa jeunesse avant de lever la séance.

V- CLÔTURE DE LA TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA XII^e LEGISLATURE

L'Assemblée nationale s'est réunie le vendredi 21 septembre 2012, sous la Présidence de Monsieur Moustapha NIASSE, Président de ladite Institution, à l'effet de procéder à la clôture de la troisième session extraordinaire de la XII^e législature.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entouré de ses principaux collaborateurs.

Après avoir procédé à la lecture de la liste des absents qui souhaitaient se faire excuser, Monsieur le Président a fait remarquer que la plupart d'entre eux sont du groupe libéral et démocratique et qu'ils étaient en mission en France.

Il a ensuite exprimé ses remerciements :

- à l'ensemble de ses collègues pour la qualité des débats qui ont marqué cette importante session consacrée à la modification de la Constitution ;

- au Gouvernement, notamment à Mme Aminata TOURE, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, pour la qualité et le niveau satisfaisant des réponses apportées aux interpellations des députés ;
- au personnel administratif de l'Assemblée nationale pour le travail remarquable mené sous la direction de Mme Joséphine DIALLO, Secrétaire générale ;
- au service de sécurité ;
- à la presse qui a couvert les travaux malgré la longueur des débats.

Pour terminer, Monsieur le Président soulignera que : « pendant cette troisième session extraordinaire, la loi a parlé et le droit s'est exprimé. Les débats ont été longs, mais cela est amplement justifié par le droit à la liberté d'expression. Il faut un débat pluriel pour que les idées s'expriment. »

**COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA QUATRIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE LA XII^e LEGISLATURE**

L'Assemblée nationale s'est réunie le vendredi 21 septembre 2012, sous la Présidence de Monsieur Moustapha NIASSE, Président de ladite Institution, à l'effet de procéder à l'ouverture de la quatrième session extraordinaire de la XII^e législature.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Mansour SY, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, entouré de ses principaux collaborateurs.

Convoquée par arrêté de bureau n°050 du 20 septembre 2012, la session extraordinaire devait examiner l'ordre du jour suivant : **l'élection des députés au Parlement de la CEDEAO.**

Après avoir procédé à la lecture de la liste des absents qui souhaitaient se faire excuser, Monsieur le Président a fait remarquer que la plupart d'entre eux sont du groupe libéral et démocratique et qu'ils étaient en mission en France.

Après avoir fait procéder à l'appel nominatif des députés, Monsieur le Président a constaté la présence de cent vingt-neuf (129) députés, contre vingt-une (21) absences. Le quorum étant atteint, l'Assemblée nationale était dans les conditions requises pour délibérer valablement.

Après ce constat, le Président a procédé à la suspension de la séance pour permettre à la Conférence des Présidents de se réunir, car elle est la seule instance habilitée à déterminer les conditions dans lesquelles le vote et les éventuels débats se dérouleront.

Après la Conférence des Présidents, la reprise de la séance a permis de passer au vote. Sur les cent neuf (109) votants, quatre-vingt-douze (92) ont approuvé la proposition, neuf (9) l'ont désapprouvée et huit (8) bulletins nuls ont été enregistrés.

La liste des députés au Parlement de la CEDEAO s'établit ainsi :

N°	Titulaires	Suppléants
1	M. Moustapha Cissé LO	M. Seydou DIALLO
2	M. Ibrahima SALL	M. Mamadou BADJI
3	M. Souleymane NDOYE	M. Sadio DANSOKHO
4	Mme Aïssatou SABARA	Mme Diya KANTE
5	M. Doudou Issa NIASSE	Mme Ndiolé DIOUF
6	M. Mamadou Lamine THIAM	Mme Awa DIOP

Après l'élection des députés au Parlement de la CEDEAO, la quatrième session extraordinaire de la XII^e législature a été clôturée.